REQUÊTE N° 24872/94

Dietmar PAUGER c/AUTRICHE

DÉCISION du 9 janvier 1995 sur la recevabilité de la requête

Article 27, paragraphe 1, litt. b), de la Convention

- a) *Pour déterminer si deux instances internationales ont été saisies simultanément d'une même requête la Commission vérifie si les requêtes ont essentiellement le même contenu*
- b) *Requête à la Commission, invoquant la violation de l'article 14 de la Convention à raison d'une discrimination sexuelle dans le calcul du versement en capital d'une pension (Autriche) Présentation antérieure d'une communication au Comité des droits de l'homme, invoquant la violation de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à raison d'une discrimination sexuelle en regard au montant d'une pension due au titre de dispositions transitoires. Les deux requêtes ayant essentiellement le même objet, la Commission ne peut examiner les griefs*
-

EN FAIT

Les faits de la cause, tels qu'ils ont été exposés par le requérant, peuvent se résumer comme suit

Le requérant, citoyen autrichien né en 1941, est professeur d'université. Il est domicilié à Graz

A *Circonstances particulieres de l'affaire*

1 L'épouse du requérant est décédée le 23 juin 1984. Elle était institutrice dans le secteur public du *Land* de Styrie.

Depuis novembre 1985, le requérant bénéficie d'une pension de veuf calculée d'après les dispositions transitoires du chapitre II par 2 du huitième amendement à la loi sur les pensions (*Pensionsgesetz*), qui ne lui donnent droit qu'à une pension à taux réduit jusqu'en janvier 1995.

Au cours de la procédure relative à sa demande de pension de veuf, le requérant saisit la Cour constitutionnelle (*Verfassungsgerichtshof*), alléguant que les dispositions transitoires du chapitre II par 2 du huitième amendement à la loi sur les pensions étaient discriminatoires et, par conséquent, inconstitutionnelles. Le 3 octobre 1989, la Cour constitutionnelle debouta le requérant. Elle estima que les dispositions transitoires reflétaient l'évolution permanente des mentalités en matière d'égalité des sexes et n'étaient donc pas contraires au principe de l'égalité.

2 Le requérant a déjà soumis une requête à la Commission (No 16717/90) (1), dans laquelle il se plaint, sur le terrain de l'article 6 par 1 de la Convention, de la durée et de la prétendue inéquité de la procédure susmentionnée.

Il a également présenté au Comité des droits de l'homme une communication relative à cette procédure, invoquant la violation de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, selon lequel toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi. Il se plaignait du caractère discriminatoire des dispositions transitoires qui prévoyaient l'octroi d'une pension à taux réduit uniquement pour les hommes durant la période de transition. Le 30 mars 1992, le Comité des droits de l'homme a conclu à la violation de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, estimant que l'octroi au requérant d'une pension à taux réduit, calculée d'après les dispositions transitoires du huitième amendement à la loi sur les pensions, constituait une discrimination fondée sur le sexe.

3 Le 4 octobre 1991, le requérant se remaria.

Le 23 octobre 1991, le Conseil scolaire du *Land* (*Landesschulrat*) de Styrie convertit le droit du requérant à une pension de veuf en un versement unique de 423 059 schillings autrichiens (ATS). Il estima que le requérant, compte tenu de son mariage, avait droit à un versement en capital équivalant à 70 mensualités de pension.

(1) Cf. p. 24 (ci-dessus).

Le conseil scolaire calcula ce capital en fonction de la pension versée au requérant au moment de son mariage, à savoir deux tiers de la pension complète

Le 8 novembre 1991, le requérant forma un recours contre cette décision, faisant valoir que le capital devait être calculé en fonction de sa pension complète, et non de la pension à taux réduit Le gouvernement du *Land* (*Landesregierung*) de Styrie le débouta le 9 janvier 1992

Le 28 septembre 1993, sur recours du requérant, la Cour administrative (*Verwaltungsgerichtshof*) annula la décision du gouvernement du *Land* Elle estima que le versement en capital devait être considéré comme un paiement unique des mensualités auxquelles le requérant avait droit dans les années suivant son mariage Il fallait par conséquent tenir compte de l'évolution de son droit à pension durant cette période Etant donné que l'intéressé aurait dû bénéficier d'une pension à taux plein à compter du 1er janvier 1995, le calcul des 70 mensualités devait se faire en fonction des dates de référence Il fallait donc calculer les mensualités correspondant aux versements antérieurs à janvier 1995 sur la base de sa pension à taux réduit, et les autres sur la base de sa pension à taux plein

Le 13 décembre 1993, à la suite de l'arrêt de la Cour administrative, le gouvernement du *Land* annula la décision rendue le 23 octobre 1991 par le conseil scolaire du *Land*

Le 5 janvier 1994, le conseil scolaire se prononça à nouveau sur la demande du requérant, et calcula le montant du versement en capital conformément à l'arrêt de la Cour administrative Le capital fut par conséquent porté à 500 612 ATS

B *Droit interne pertinent*

L'article 14 par 1 de la loi sur les pensions, dans sa teneur modifiée par le huitième amendement à la loi sur les pensions, Journal officiel fédéral 426/1985 (8 *Pensionsgesetz*novelle, BGBI 426/1985), se lit ainsi

«Le conjoint survivant d'un fonctionnaire a droit à une pension mensuelle si le fonctionnaire lui-même y avait droit au moment de son décès, ou s'il y aurait eu droit au moment de sa cessation de fonction »

L'article 21 par 3 de la loi sur les pensions, dans sa teneur modifiée par le huitième amendement à la loi sur les pensions, Journal officiel fédéral 426/1985, est ainsi libellé

«Après son mariage, le conjoint survivant d'un fonctionnaire a droit à un versement en capital en remplacement de son droit à pension, équivalant à soixante-dix mensualités de la pension à laquelle il ou elle a droit au moment de son mariage »

Le chapitre II par 2 du huitième amendement a la loi sur les pensions énonce

«Les mensualités auxquelles le veuf ou l'ex-conjoint peut prétendre s'élevaient à

un tiers de la pension à compter du 1er mars 1985 ,

deux tiers de la pension à compter du 1er janvier 1989

la pension complète à compter du 1er janvier 1995

Cette restriction ne s'applique pas lorsque le veuf ou l'ex conjoint est dans l'incapacité de travailler et dans le besoin »

GRIEFS

Le requérant se plaint d'une discrimination fondée sur le sexe, en ce que les autorités autrichiennes ne lui ont accordé, en remplacement de sa pension de veuf, qu'un versement amoindri calculé en fonction des dispositions transitoires du chapitre II par 2 du huitième amendement à la loi sur les pensions, alors qu'une veuve en percevrait la totalité. Il invoque l'article 6 par 1 de la Convention et l'article 1 du Protocole additionnel, combinés avec l'article 14 de la Convention.

EN DROIT

Le requérant se plaint d'une discrimination fondée sur le sexe, en ce qu'il n'a eu droit, en remplacement de sa pension de veuf, qu'un capital amoindri, alors qu'une femme dans sa situation en percevrait la totalité. Il invoque l'article 6 par 1 de la Convention et l'article 1 du Protocole additionnel, combinés avec l'article 14 de la Convention. Ces dispositions garantissent notamment le droit à un procès équitable dans le cadre d'une contestation sur des droits de caractère civil, le droit au respect des biens et l'absence de toute distinction dans la jouissance des droits garantis par la Convention.

La Commission relève que le Comité des droits de l'homme a rendu le 30 mars 1992 une décision relative à une communication présentée par le requérant. La Commission doit déterminer si, eu égard à cette décision, la requête se heurte au motif d'irrecevabilité prévu à l'article 27 par 1 b) de la Convention.

L'article 27 par 1 b) de la Convention se lit ainsi :

«La Commission ne retient aucune requête introduite par application de l'article 25 lorsque

b) elle est essentiellement la même qu'une requête précédemment examinée par la Commission ou déjà soumise à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement et si elle ne contient pas de faits nouveaux »

La Commission rappelle qu'il est contraire à l'esprit et à la lettre de la Convention de saisir simultanément deux instances internationales d'une même requête. L'article 27 par 1 b) de la Convention vise à éviter la pluralité de procédures internationales relatives aux mêmes affaires. A cet égard, la Commission doit vérifier si les différentes instances se sont trouvées saisies de requêtes ayant trait essentiellement à la même personne, aux mêmes faits et aux mêmes griefs (cf. No 11603/85, déc 20 1 87, D R 50 p 228, No 17512/90, dec 6 7 92, D R 73 p 214, et No 16358/90, déc 12 10 92, D R 73 p 120)

La Commission constate que la Cour constitutionnelle, sur recours du requérant durant la procédure relative à sa demande de pension de veuf, a statué le 3 octobre 1989 sur la constitutionnalité des dispositions transitoires du huitième amendement à la loi sur les pensions. La Cour constitutionnelle a conclu que ces dispositions, qui prévoyaient l'octroi au requérant d'une pension de veuf à taux réduit, n'étaient pas discriminatoires et, par conséquent, conformes à la Constitution autrichienne.

La Commission relève en outre que le requérant a ensuite présenté une communication au Comité des droits de l'homme, se plaignant, sur le terrain de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du caractère discriminatoire des dispositions transitoires. Le 30 mars 1992, le Comité des droits de l'homme a conclu à la violation de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a estimé que l'octroi au requérant d'une pension à taux réduit, calculée d'après les dispositions transitoires, constituait une discrimination fondée sur le sexe.

La Commission fait observer que la communication présentée par le requérant au Comité des droits de l'homme portait sur une discrimination relative à son droit à une pension de veuf, alors que la présente requête a trait à une discrimination relative au remplacement de sa pension de veuf par un versement en capital, calculé d'après les dispositions transitoires du huitième amendement à la loi sur les pensions.

La Commission estime toutefois que la communication présentée au Comité des droits de l'homme et la présente requête ont essentiellement le même objet, à savoir la discrimination dont il aurait été victime en ce qui concerne sa demande de pension de veuf et l'application des dispositions transitoires à son droit à pension.

Il s'ensuit que la Commission ne peut examiner la présente requête, conformément à l'article 27 par 1 b) de la Convention.

Par ces motifs, la Commission, à la majorité,

DÉCLARE LA REQUÊTE IRRECEVABLE